

Le pouvoir aux travailleurs

22 Mars 2009

N° 152

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- L'AFRIQUE DANS LA TOURMENTE DE LA CRISE MONDIALE	1
- LE SEUL MOYEN DE SE FAIRE ENTENDRE DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT, C'EST LA VOIE DE LA LUTTE	2
- KOBENA EST UN POURRI, MAIS CEUX QUI L'ONT ARRETE NE VALENT PAS MIEUX	2 - 3
- CES GENS DE MÊME PLUMAGE SE RECONAISSENT ENTRE EUX	3
- A PROPOS DU PROJET DE CREATION D'UNE MUTUELLE DE SANTE DES TRAVALLEURS DU PRIVE	3 - 4
- POUR COMBATTRE L'INCENDIE, CE N'EST PAS LE CECOS QU'IL FAUT AUX POMPIERS MAIS DU MATERIEL !	5
- LE DESENGAGEMENT DES AUTORITES DANS LA SALUBRITE DE LA VILLE D'ABIDJAN	5 - 6
- FIMA : DES CONDITIONS INHUMANES DE TRAVAIL POUR DES MIETTES COMME SALAIRE	7 - 8
- BATIMENT : LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LA «MISSION CHINOISE» A PAYE !	8
- MADAGASCAR : QUI SERONT LES BENEFICIAIRES DU NOUVEAU POUVOIR ?	9 - 10

L'AFRIQUE DANS LA TOURMENTE DE LA CRISE MONDIALE

Une conférence économique consacrée au thème de la croissance, a eu lieu à Dar es-Salam (Tanzanie) au début du mois de mars. Au cours de cette conférence, le directeur du FMI Dominique Strauss-Kahn a déclaré être scandalisé par l'attitude irresponsable selon lui, des dirigeants des pays riches. Il estime que ces pays ne font pas assez d'efforts pour débloquer de l'argent afin de venir en aide à l'économie des pays pauvres.

Ce monsieur est bien placé pour ne pas ignorer que le FMI dont il est directeur, fait précisément partie des organismes qui étranglent les pays pauvres à travers des remboursements des dettes. Lorsque ces pays pillés par les grandes puissances n'arrivent plus à rembourser ces dettes (et leurs intérêts) contractées par les dictateurs, les dirigeants du FMI n'hésitent pas à imposer leur diktat à travers les tristement célèbres « plans d'ajustements structurels ». Par ce biais ils exigent des dirigeants des pays pauvres qu'ils réduisent les dépenses budgétaires de l'Etat. C'est ainsi que les budgets alloués à la santé, à l'enseignement, aux services publics, se trouvent amputés. Cela se traduit entre autres par la mort pour cause de manque de soins pour des milliers de personnes chaque année rien qu'en Afrique. Le manque de nourriture, les difficultés pour accéder à l'eau potable, à l'éducation et bien d'autres fléaux découlent de l'avidité des grandes puissances dont le FMI est une création.

Selon les chiffres du FMI, 48 pays en difficulté auraient besoin de 138 milliards de dollars pour préserver leurs réserves monétaires qui même en temps « normal », sont très faibles. Une des conséquences de la crise actuelle est la diminution de la demande mondiale de matières premières. Certaines de ces matières sont d'origine végétale, tel que le coton. D'autres sont d'origine minérale tel que le fer, le cuivre, la bauxite etc... Pour de nombreux pays d'Afrique ces matières premières constituent parfois l'unique source de revenu.

Plusieurs dirigeants de pays africains présents à cette conférence ou absents, ont fait savoir leur indignation et surtout leurs inquiétudes face à la montée inévitable des troubles sociaux et politiques qui vont découler de cette situation et auxquels ils seront confrontés. Ils vont utiliser le prétexte de la crise mondiale, si tant est qu'ils en ont besoin, pour dire à leurs peuples qu'ils ne peuvent pas augmenter les salaires des petits fonctionnaires, qu'ils ne peuvent rien contre la dégradation des hôpitaux et de l'enseignement publics, etc.

Une autre conséquence de la crise est que les travailleurs émigrés enverront moins d'argent qu'auparavant à leurs familles restées au pays d'origine. Et cela à cause du chômage qui frappe beaucoup d'entre eux et de la diminution des revenus de tous. Pour l'économie de ces pays comme le Mali, le Sénégal et bien d'autres, cela se traduira par un manque à gagner important. Pour les familles des travailleurs émigrés cela se traduira par des difficultés supplémentaires à joindre les deux bouts.

Aujourd'hui aucun économiste n'est en mesure d'affirmer jusqu'à quel point l'économie planétaire s'enfoncera dans la crise. Tous cependant s'accordent à dire que la crise actuelle est au moins aussi grave que celle de 1929. Quand on sait que cela avait débouché sur la paralysie de l'économie, sur le chômage et la guerre mondiale, il y a de quoi s'inquiéter quant à l'avenir que nous réserve la classe capitaliste et les dirigeants des grandes puissances.

Leur système basé sur la propriété privée des grands moyens de production, sur les profits pour quelques-uns et sur l'exploitation de millions de travailleurs des villes et des campagnes, est à bout de souffle. Il se révèle de plus en plus incapable ne serait-ce que de résoudre ses propres contradictions et les maux qu'il engendre sans cesse.

Il est indispensable que les travailleurs du monde entier se donnent les moyens de le renverser pour mettre en place un système basé sur la satisfaction des besoins de tous.

**LE SEUL MOYEN DE SE FAIRE ENTENDRE DU GOUVERNEMENT
ET DU PATRONAT, C'EST LA VOIE DE LA LUTTE**

Deux cent enseignants grévistes ont été mis aux arrêts à Abidjan et à l'intérieur du pays, puis relâchés quelques jours plus tard. Ces enseignants étaient tous des responsables syndicaux dans leurs localités : Adjamé, Yopougon, Williamsville, Port-Bouët, Dabou, Bingerville, Tabou, etc. Au moment de leur arrestation, certains étaient à leur domicile, d'autres en salle des professeurs ou dans la rue. Les enseignants étaient alors en grève depuis plusieurs jours pour la revalorisation de leur salaire.

C'était à la suite des déclarations publiques du secrétaire général de la Fesci, le principal syndicat étudiantin, qui avait ouvertement demandé au gouvernement « de régler un à un leur compte aux enseignants grévistes » que ces enseignants ont été arrêtés. La direction de la Fesci confirmait une fois de plus qu'elle était bien plus un agent du pouvoir FPI qu'un syndicat défendant les étudiants.

Les enseignants ont finalement repris le chemin de l'école, après avoir été reçus par Gbagbo. Ils ont obtenu la libération de leurs collègues et une énième promesse que leurs revendications salariales seront satisfaites.

Les médecins étaient aussi en grève dans la même période. Ils ont, eux aussi, repris le travail au bout de quelques jours, après avoir signé un « protocole d'accord » avec le gouvernement, où il est aussi fait mention d'une promesse d'augmentation de leur salaire en 2009, sans autres précisions.

Quelques mois plus tôt, en 2008, les « agents de la santé » et les instituteurs étaient aussi en grève. Cela se passait dans un contexte de mécontentement populaire suite aux incessantes augmentations du coût de la vie. Il y avait eu quelques coups de colère dans certains quartiers. C'est devant le risque d'une généralisation des mécontentements que Gbagbo s'était engagé à revoir la situation de toute la fonction publique en 2009. Il avait alors promis que les fonctionnaires qui percevaient un salaire mensuel de 60 à 70 mille francs seraient payés à 100 mille francs avant la fin de l'année 2009. Et partant, il avait dit que tous les salaires des fonctionnaires seraient aussi revus à la hausse.

Cela n'enlève rien au fait que les hauts dignitaires de l'Etat sont tout aussi méprisants envers les petits fonctionnaires que les bourgeois envers leurs salariés. Ils ne s'exécutent que lorsqu'ils ont peur de ces derniers.

La grève des médecins a, par exemple, révélé au grand jour que les filles et garçons de salle et les aides-soignants du CHU de Yopougon, sont toujours au statut de simples contractuels après de nombreuses années de service. C'est scandaleux, d'autant plus qu'il s'agit d'employés de l'Etat dans l'un des principaux hôpitaux publics du pays.

Dans le privé comme dans le public, les travailleurs n'obtiendront des améliorations de leurs conditions d'existence qu'en s'organisant pour les imposer.

**KOBENA EST UN POURRI,
MAIS CEUX QUI L'ONT ARRETE NE VALENT PAS MIEUX**

Anaky Kobena a été arrêté par la DST le 20 mars, à la suite d'une émission qui avait été diffusée en direct.

En parlant du renversement du président malgache Ravalomanana par son opposant, Anaky aurait déclaré : « ...cela doit nous servir d'exemple pour

balayer Gbagbo du pouvoir pour mettre en place une vraie transition ».

Si les gens du pouvoir tolèrent de tels agissements de la DST et les laissent emprisonner une personne pour avoir exprimé sa pensée, c'est que c'est vraiment la dictature dans ce pays. Où

sont les droits à la liberté d'expression, de parole ou d'opinion? Où est la démocratie dont nos dirigeants se vantent dans leurs discours?

En se comportant de cette manière le régime ne fait que montrer sa propre fragilité. Cela prouve qu'il a très peur de la mobilisation de la population.

On peut rappeler qu'Anaky Kobena est aussi l'un des fondateurs du FPI. Il avait été emprisonné durant trois ans par le PDCI pour son engagement auprès du FPI, au temps de Houphouët. Il occupait, encore tout récemment, un poste de ministre d'Etat dans le gouvernement de Gbagbo. Ce dernier l'en avait écarté après l'affaire des déchets toxiques.

Comme il arrive bien souvent dans ce panier à crabes, les ennemis d'hier deviennent les amis de demain et ainsi de suite. Le voilà, donc, le même Anaky Kobena, devenu aujourd'hui l'allié du PDCI et du RDR, ses geôliers d'hier et appelant ouvertement au renversement de Gbagbo.

Anaky et ses semblables suivent le sens du vent, pour tenter de se rapprocher le plus possible de la mangeoire gouvernementale, à chaque fois qu'ils en sont écartés. Et tous les moyens leur sont bons.

Ceux qui sont actuellement au pouvoir ne sont pas mieux que lui. Simplement ils sont les vainqueurs du moment.

CES GENS DE MÊME PLUMAGE SE RECONAISSENT ENTRE EUX

Lors de son dernier déplacement au Burkina, Gbagbo était fier de révéler que lorsqu'il était dans l'opposition, les dictateurs Omar Bongo du Gabon et Blaise Compaoré du Burkina, lui venaient régulièrement en aide matériellement.

C'est à croire que déjà en ces temps-là ceux-là avaient déjà reconnu

Gbagbo comme l'un des leurs. Pendant qu'ils assassinaient et emprisonnaient leurs opposants, celui-là mangeait dans la main des bourreaux !

Les discours d'un Gbagbo alors opposant ne trompaient déjà pas les vils serviteurs des intérêts impérialistes en Afrique !

A PROPOS DU PROJET DE CREATION D'UNE MUTUELLE DE SANTE DES TRAVALLEURS DU PRIVE

Les centrales syndicales, l'UGTCI, Dignité et la FESACI, ont lancé, il y a quelques jours à la bourse du travail de Treichville, un projet de création d'une mutuelle pour les travailleurs et les retraités du secteur privé de ce pays.

Selon les dirigeants, ce projet a pour objectif de régler les problèmes de maladies des travailleurs. Ils disent avoir la caution de l'Etat pour la consécration de leur projet les 8 et 9 avril. Les modalités et les détails de ce projet ne sont pas encore rendus public. On ne sait pas qui y aura droit et combien cela coûtera aux membres.

Que la santé des travailleurs soit une préoccupation des centrales qui prétendent défendre les travailleurs on ne

peut que s'en réjouir. Il faut en effet que l'ouvrier soit assuré que s'il tombe malade ou s'il est victime d'un accident de travail, son salaire ne sera pas coupé et que les frais de santé, les siens ainsi que ceux de sa famille, soient pris en charge par un organisme financé principalement par ceux qui font du profit sur son travail.

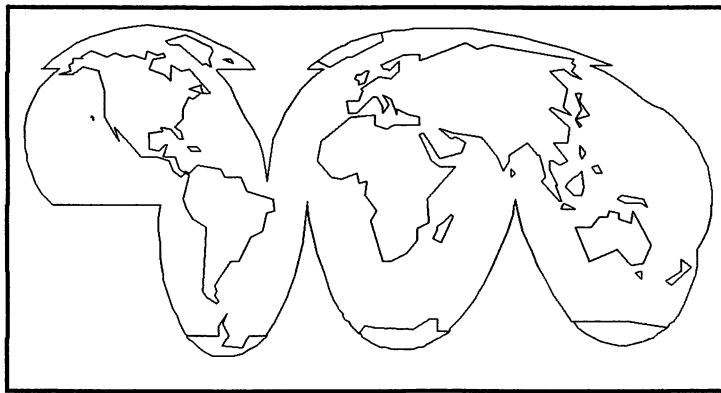
Dans le secteur privé c'est donc absolument normal que ce soit les patrons qui payent la plus grande partie de cette mutuelle. Mais ce droit-là ne s'obtiendra pas d'un coup de baguette magique car les patrons ne déboursent pas un centime de gaieté de cœur. Il faudra le leur imposer par la force. Mais pour agir dans ce sens il ne faudra pas compter sur les dirigeants actuels des grandes centrales. Tout comme on ne peut pas compter sur eux

pour imposer au patronat et au gouvernement des augmentations salariales devenues vitales face à l'augmentation du coût de la vie.

Ces dirigeants sont plus préoccupés par leur carrière et leur bien-être personnel

que par la défense des intérêts des travailleurs. Et il est fort probable que ce projet de mutuelle, s'il voit le jour, sera plus une opportunité pour certains d'entre eux de palper de l'argent que pour aider les travailleurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

POUR COMBATTRE L'INCENDIE,
CE N'EST PAS LE CECOS QU'IL FAUT AUX POMPIERS MAIS DU MATERIEL !

Depuis bien longtemps, la population se plaint des sapeurs pompiers militaires. Appelés sur les lieux d'un sinistre, ils arrivent très souvent des heures plus tard, quand il n'est plus possible de sauver quoi que ce soit. Aussi, ils sont souvent pris à partie par les victimes et ils ont même reçu des coups de cailloux à Koumassi et Port-Bouët. Interrogé, le chef du groupement des sapeurs pompiers militaires (GSPM) explique leur manque d'efficacité par le manque de moyens. Ils ne disposent que de deux camions citernes, les autres ayant été endommagés. « Quand on a un seul fourgon disponible qui doit quitter Yopougon Toit rouge pour Port-Bouët, en comptant bien sûr les embouteillages, nous ne pouvons pas faire grand - chose » dit-il.

Lorsque les populations de Koumassi et Port-Bouët ont exprimé leur colère, la hiérarchie militaire s'est mise en branle pour produire un communiqué où le chef d'Etat major choisit comme solution d'adjoindre des éléments du CECOS aux sapeurs pompiers pour soi-disant les protéger de ceux qui, mécontents, voudront l'exprimer. A défaut d'éteindre les incendies, le pouvoir n'a pas trouvé d'autre

solution que de brandir le bâton aux populations en colère !

Et pourtant, le problème est réellement criant. Prenons une commune comme Abobo qui compte près de deux millions d'habitants et qui n'a ni caserne des sapeurs pompiers ni simplement de routes pour permettre à d'éventuels véhicules de pompiers venant de plus loin de se déplacer plus rapidement ! Et c'est le même problème dans beaucoup de communes et villes !

Et ce n'est pas par manque d'argent de l'Etat car il trouve des milliards pour acheter des véhicules neufs aux éléments du CECOS, des armes pour les militaires, des tenues pour les policiers. Ainsi ils peuvent mieux mater les révoltes de la population pauvre et les grèves des travailleurs. Pour construire des monuments de prestige, l'argent n'a pas l'air de beaucoup manquer non plus.

Mais quand il s'agit d'acheter des camions-citernes pour permettre d'éteindre les incendies, l'Etat n'a pas d'argent !

Une fois de plus, le gouvernement en réagissant ainsi montre son mépris pour la population.

LE DESENGAGEMENT DES AUTORITES DANS LA SALUBRITE DE LA VILLE D'ABIDJAN

Un projet d'assainissement de la ville d'Abidjan vient d'être lancé. Financé à hauteur de 6 milliards de francs par la Banque mondiale, ce projet est censé durer 3 mois. Gbagbo et plusieurs autres personnalités ont fait de ce lancement une campagne de publicité. Ils se sont montrés

pelles ou balais à la main faisant semblant de nettoyer la ville.

Ce genre de parade démagogique rappelle celle du « balayeur balayé ». Cela ne lui avait pas réussi pourtant. Ceux qui, aujourd'hui suivent cet exemple n'ont pas l'air très inspirés.

L E U R S O C I E T E

Plus récemment du temps où Banny était encore premier ministre une opération similaire avait eu lieu à nouveau. Quelques dépôts d'ordures qui encombraient la ville avaient été débarrassés dans un battage médiatique. Mais très tôt le même spectacle des ordures avait repris, parce qu'une fois l'opération terminée plus personne en haut lieu ne s'était inquiété de l'état de salubrité des rues.

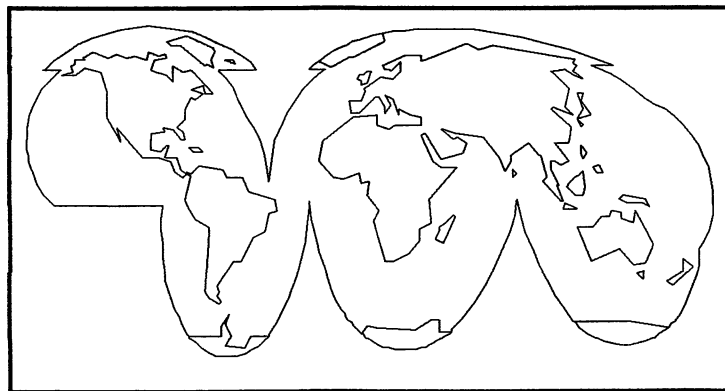
Aujourd'hui, des dépôts d'ordures à ciel ouvert s'amoncellent au fil des jours, formant de véritables montagnes dégageant une odeur nauséabonde. La promiscuité de ces ordures est source de plusieurs maladies qui affectent la population. La recrudescence du paludisme, du choléra ou de la fièvre

typhoïde entre autres est en partie due à l'insalubrité grandissante. Les 3 mois que vont donc durer cette opération-ci, vont en théorie permettre de ramasser les ordures qui encombrent déjà les différents artères de la ville d'Abidjan. Mais après que va-t-il se passer ?

Chaque maire devra s'occuper de sa commune, dit le gouvernement. Le gouvernement lui-même est incapable de débloquer les moyens pour nettoyer la ville. Il lui faut une aide extérieure pour lancer une « campagne de salubrité ».

Messieurs du gouvernement, arrêtez votre cinéma et votre publicité et passez aux actes concrets, c'est cela que des centaines de milliers de gens attendent.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FIMA : DES CONDITIONS INHUMAINES DE TRAVAIL POUR DES MIETTES COMME SALAIRE

Le témoignage ci-dessous montre les conditions de travail difficiles des ouvriers de cette entreprise située dans la Zone Industrielle de Yopougon. Le cas de ces ouvriers n'est pourtant pas isolé. C'est même la règle dans la majorité des usines de cette zone industrielle. Les conditions de travail sont pénibles ; la sécurité inexistante ; les salaires ne permettent pas de subvenir aux besoins vitaux d'une famille, etc. Les patrons se moquent de tout cela, comme de leur dernière chaussette ! La loi, c'est eux qui la font. C'est leur argent qui parle ! En tout cas, la situation vécue par les ouvriers de cette entreprise montre à quel point les ouvriers n'ont rien à attendre, ni de l'inspection du travail, ni de la justice, ni de personne !

« Fima est une société spécialisée dans la fabrication de mousses et ameublement en bois. Dans cette entreprise ; nos conditions de travail sont telles que chaque jour, c'est comme on nous envoie à l'abattoir.

Dans cette boîte composée de deux entités différentes, les conditions de travail sont les mêmes. Dans la section de fabrication des mousses (ce qu'on appelle communément les matelas) nous faisons le mélange de produits hautement toxiques sans aucune protection. Les mousses sont en effet produites à partir d'un mélange de composants synthétiques. Cela dégage des odeurs suffocantes et insupportables. Mais à défaut de masque anti-gaz, nous nous protégeons comme nous le pouvons.

D'ailleurs, même pour avoir de simples blouses de travail, ce fut toute une bagarre et c'est maintenant que la direction a commencé à s'exécuter. Dans cette section, nous sommes plus de cent

travailleurs. Mais ce sont seulement une quarantaine qui ont le statut d'embauchés. Et encore, ceux-là n'ont même pas droit aux congés. C'est en forçant qu'ils peuvent souvent avoir 15 jours de repos.

A la section menuiserie, l'exploitation est encore plus féroce, si on peut le dire ainsi. Ici, nous sommes tous des journaliers, même après plus de quatre ans de service. Nous sommes aussi exposés aux produits toxiques. Nous faisons le vernissage à longueur de journée dans des ateliers fermés sans porter des masques. Chacun porte ce qu'il peut pour venir faire ce travail qui demande pourtant un minimum de sécurité. Nous sommes tous des professionnels en menuiserie et en ébénisterie. Certains ont le CAP, d'autres le BT. Mais qu'importe au patron. Notre salaire est de 2700 Fr par jour, tout compris. Les heures supplémentaires sont pointées à 250 Fr et gare à celui qui refuse de les faire. Même les absences justifiées ne sont pas tolérées. C'est d'ailleurs toutes ces mauvaises conditions de travail qui nous avait poussées à déposer une lettre de revendication sur la table du directeur dans le mois de décembre passé. Mais le directeur au lieu de trouver une solution à nos souffrances, avait trouvé mieux, en faisant appel aux policiers. Ces derniers, sans négociation, ont commencé à faire usage de leur arsenal de lacrymogène. Ensuite, il a profité de la complicité de l'inspection de travail pour se débarrasser de nous en nous versant des miettes comme « indemnité de fin de contrat ». Une fois ce forfait accompli, il nous a demandé de venir reprendre le travail en signant de nouveaux contrats.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Si quelques uns ont refusé de reprendre, la majorité contrainte par la force des choses a repris le chemin de l'usine. Et si pour le moment le patron avec le concours de ses amis, a un temps de répit, nous n'avons pas encore dit notre dernier mot ».

En tout cas, de nombreux ouvriers se reconnaîtront dans ce témoignage. Ce qui est clair c'est que c'est tout le système qui est pourri. Parce que ce qui compte dans cette société capitaliste c'est uniquement le profit amassé par la classe bourgeoise. Le seul langage que cette classe exploiteuse comprend c'est le langage de la force.

BATIMENT :

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LA «MISSION CHINOISE» A PAYE !

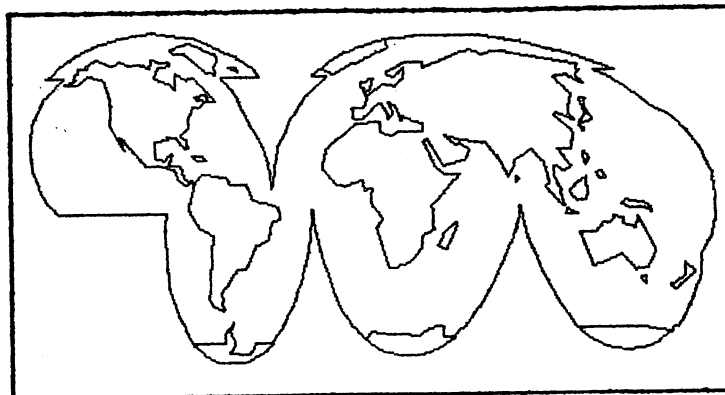
Les travailleurs du chantier de la salle de conférence du ministère de l'Intérieur situé au Plateau étaient en lutte pour leurs «droits de fin de chantier». Ils ont eu satisfaction après deux semaines de mobilisation. Il y eu des débrayages de quelques heures ou de grèves d'un jour. C'est finalement le 26 février que la direction s'est exécutée. Tous ceux qui avaient plus d'un an de chantier ont reçu entre 140.000f et 200.000f selon leur catégorie. Aujourd'hui il y'a une dizaine de travailleurs qui restent sur le chantier pour les travaux de finition. Parmi eux, ceux concernés par cette mesure ont déjà perçu une avance. Mais pour y arriver il a fallu que les travailleurs se battent pour l'imposer.

En effet, dans le secteur du BTP,

quand un travailleur a plus d'un an de présence sur un chantier ou sur plusieurs chantiers pour le compte d'une même entreprise, le jour où son contrat prend fin, le patron a l'obligation de lui verser le préavis et l'indemnité de licenciement. Mais dans ce pays, tout se fait au noir. Même les moindres dispositions dans le code de travail qui sont à l'avantage des travailleurs ne sont jamais respectées quand les travailleurs ne l'imposent pas. C'est le cas aujourd'hui sur plusieurs chantiers, y compris ceux appartenant à des grosses entreprises qui ont pignon sur rue comme la Sibagec , Sonitra et autres.

Le paiement de leurs droits à ceux de la «Mission chinoise » montre que c'est la lutte qui paye.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

**MADAGASCAR :
QUI SERONT LES BENEFICIAIRES DU NOUVEAU POUVOIR ?**

La partie de bras de fer qui opposait depuis plusieurs mois le chef de l'Etat Marc Ravalomanana au maire d'Antananarivo Andry Rajoelina surnommé tgv, s'est terminée par la victoire de ce dernier. L'armée avec le soutien de l'opposition, a imposé le départ du président au profit d'un directoire militaire. Les généraux qui composaient ce directoire ont remis ce pouvoir entre les mains de Andry tgv qui est le président auto proclamé d'une « Haute autorité de transition ». Cette instance dirigera donc les affaires du pays jusqu'à ce que de nouvelles élections soient organisées, en principe avant 24 mois. L'Assemblée Nationale et le Sénat sont dissous ainsi que le gouvernement.

Dans les rangs des partis politiques de l'opposition, la chute du régime de Ravalomanana est perçue comme une victoire. Et cela est compréhensible car ce régime était devenu de plus en plus dictatorial. De nombreuses personnalités politiques issues des rangs de l'opposition croussaient dans les geôles du régime. C'était le cas pour les partisans de Ratsiraka, le précédent dictateur et de nombreux membres de l'arema, son parti. C'était aussi le cas de nombreuses personnalités et notables du rpsd, implanté en grande partie dans la région de Mahajanga située dans l'ouest du pays.

Le nouveau régime a annoncé la libération de tous les détenus politiques. Les dirigeants de toutes ces formations ont donc fêté l'évènement. Didier Ratsiraka, Maharanty Jean Didier, Ramanantsoa et quelques autres exilés en France ont donné des réceptions pour faire savoir qu'ils sont contents et surtout qu'ils existent, des fois que les nouveaux dirigeants aient besoin de leurs services.

Dans le pays, de nombreux responsables du parti tgv (c'est aussi le nom du parti présidentiel actuel) réclament et obtiennent l'arrestation de certaines

personnes trop compromises auprès du régime déchu. D'ailleurs les militaires ont arrêtés certaines grosses pointures. C'est le cas pour le Pasteur Rasendrasina, dirigeant d'une confédération protestante importante. A Tana beaucoup parlent volontiers d'alternance...en prison.

Pour l'essentiel, là s'arrêtent les changements. De toutes façons rien de fondamental ne différencie le nouveau dirigeant de son prédécesseur. Lors de son premier discours devant ses partisans sur la place du 13 Mai il a déclaré qu'il « ferait tout son possible pour que les Malgaches sortent de la pauvreté. Je ne vais pas vendre du riz et de l'huile (son prédécesseur était à la tête d'un énorme empire agroalimentaire). Pour le bien du peuple je vais vendre Force One. » Il s'agit de l'avion présidentiel Boeing récemment acheté par son prédécesseur pour la bagatelle de 60 millions de dollars prélevés dans les caisses de l'Etat.

Au delà des partis politiques d'opposition qui comptent parmi ses alliés, il est de notoriété publique que le nouvel homme fort et son parti tgv bénéficient du soutien de nombreux industriels tel que le Groupe Ramarason (Savonnerie Tropicale), tel que Edgar Razafindravahana du groupe Prey et bien d'autres qui se sont estimés lésés à cause de l'hégémonie du Groupe Tiko. Cette grande société était devenue intouchable du fait qu'elle était propriété du président, aujourd'hui déchu. Il avait ainsi une énorme mainmise sur l'économie du pays. Il possédait aussi la chaîne de distribution Magro, des ranchs, Tiko Air, Blue Print, Alma (BTP), etc.

La fortune personnelle de Marc Ravalomanana, aussi énorme fut-elle au regard de l'immense majorité de la population qui croupit dans une situation de misère sans cesse grandissante, n'est rien par rapport au pillage effectué par

l'impérialisme mondial à travers ses multinationales tentaculaires comme à travers ses banques, à travers sa position dans les échanges économiques mondiaux.

D'une certaine façon la crise malgache est la conséquence directe de la crise monétaire et économique qui traverse la planète et qui, de l'aveu de certains spécialistes, ne serait qu'à ses premières phases. Le renchérissement brutal de certaines denrées alimentaires dont le riz qui est la denrée de base dans la Grande île, a été la conséquence de la spéculation capitaliste internationale. L'avidité des possesseurs de capitaux, s'ajoutant à celle des classes dominantes du pays, se traduit aujourd'hui par une situation de famine dans de nombreuses régions du pays. Et ce ne sont pas les quelques phrases creuses des nouveaux dirigeants qui y changeront quelque chose.

Madagascar est un pays pauvre et peu industrialisé. Cependant la ville d'Antananarivo compte des milliers de travailleurs concentrés dans de nombreux ateliers situés dans les zones industrielles qui depuis quelques années se développent à la périphérie. Du fait que ces endroits sont classés « zones franches », les industriels échappent, avec la complicité des pouvoirs publics, au peu de contraintes que le respect de la législation du travail implique. Les organisations syndicales, du fait qu'elles sont inféodées au régime, sont restées sourdes ces dernières années aux cris de colère de nombreux travailleurs. La presse actuelle fait état de certains ateliers qui ont pris feu ces dernières semaines dans la zone franche d'Ambodirano, d'Andranomena et aussi de Tanzombato.

Les travailleurs de ces ateliers sont purement et simplement jetés à la porte sans aucun recours.

Il fut un temps où des intellectuels se réclamant plus ou moins des idées socialistes s'adressaient aux travailleurs, cherchaient auprès d'eux les moyens de mettre fin à cette société qu'ils n'acceptaient pas. Des organisations politiques tel que le MFM, Mpitolona ho any Fanjaka ny Madinika (les militants pour le pouvoir des petits) sont restées dans la mémoire de nombreux travailleurs vétérans. Malheureusement les dirigeants de ce groupe étaient plus nationalistes que socialistes. Ils ont fini par tourner le dos aux travailleurs pour entrer dans l'Arema le parti de Ratsiraka, à un moment où celui-ci avait adopté une politique un peu radicale, soi-disant anti-impérialiste.

Aujourd'hui le poids des travailleurs dans l'économie est supérieur à ce qu'il l'a été dans le passé et leur combativité est loin d'être émoussée. La plupart d'entre eux ne se font pas grande illusion sur Andry tgv et son parti. D'ailleurs à aucun moment celui-ci ne s'est adressé à eux. Il avait certes fait preuve d'un besoin de soutien des travailleurs en tant que « masse populaire ». Mais même pour cela c'est à leurs employeurs qu'il avait lancé quelques appels pour qu'ils ferment leurs entreprises et incitent leurs salariés à s'embarquer dans les véhicules affrétés pour les conduire à la Place du 13 mai. Ce ne fut pas un succès.

Il faut espérer que les événements actuels donnent aux travailleurs le goût de se faire entendre en tant que tels et à des intellectuels qui n'acceptent pas cette situation, de trouver en eux la force susceptible d'incarner le changement pour tous.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.